**[66:B:5]**

 **Affidavit d'opposition**

 [*no du dossier de la cour*]

 COUR DIVISIONNAIRE

 [*intitulé de l'instance*]

 AFFIDAVIT DE [*nom*]

 Je soussigné, [*nom*], de la/du [*cité, ville, etc.*] de ..., dans le/la [*comté, municipalité régionale, etc.*] de ..., inspecteur des bâtiments, DÉCLARE SOUS SERMENT :

1. Je suis l'inspecteur des bâtiments du canton de .... J'ai été dûment nommé à ce poste et je l'occupe depuis le [*date*].

2. Les dispositions règlementaires sur la construction du canton de ..., savoir le règlement [*numéro*], et ses modifications, énumèrent les fonctions de l'inspecteur des bâtiments. L'article [*numéro*] de ce règlement est ainsi libellé :

Le propriétaire ou son représentant dûment autorisé obtient un permis de construire de l'inspecteur des bâtiments pour l'édification, la modification, la reconstruction, la suppression, la démolition ou la réfection de tout ou partie d'un bâtiment ou d'une construction.

Les travaux relatifs à ces bâtiments ou constructions, y compris les excavations, ne peuvent être entrepris avant la délivrance d'un permis par l'inspecteur des bâtiments.

3. Je connais bien les biens-fonds décrits dans l'avis de requête, lesquels sont situés sur la rue ... et sur la rue ..., dans le canton de ....

4. Vers le [*date*], [*nom*] a écrit une lettre à l'inspecteur des bâtiments du canton en y joignant un projet de plan de parcelle relatif aux immeubles à appartements qu'il voulait construire sur les biens-fonds. Une copie de cette lettre est jointe comme pièce «D» à l'affidavit de [*nom*] fait le [*date*] et déposé. Le plan déposé ne respectait pas les exigences du règlement [*numéro*] parce qu'il ne fournissait pas tous les renseignements nécessaires à la délivrance d'un permis de construire. L'inspecteur des bâtiments et moi avons néanmoins présenté un rapport au conseil au sujet de la proposition. Une copie du rapport daté du [*date*] est jointe comme pièce «A». Le comité de l'administration générale du conseil a examiné la proposition ainsi que le rapport, et le [*date*], l'inspecteur des bâtiments a écrit à [*nom*]. Une copie de cette lettre est jointe comme pièce «E» à l'affidavit de [*nom*] fait le [*date*] et déposé.

5. Le [*date*], [*dénomination sociale*] Limitée a présenté une demande de permis de construire radicalement nouvelle dans laquelle elle proposait de bâtir [*nombre*] suites sur les biens-fonds. Une copie de la lettre de [*dénomination sociale*] Limitée datée du [*date*] est annexée à la demande de permis et est jointe comme pièce «B».

6. J'ai examiné la demande en qualité d'inspecteur des bâtiments, après quoi le commissaire aux travaux et moi avons présenté un rapport au conseil du canton. Une copie de notre rapport daté du [*date*] est jointe comme pièce «C».

7. Le comité de l'administration générale du conseil du canton a étudié le rapport visé au paragraphe 6 lors de sa réunion du [*date*] et il a décidé de le renvoyer au conseil d'aménagement du canton de ... et au conseil de l'éducation .... [*Dénomination sociale*] Limitée a été informée de cette décision par une lettre datée du [*date*] qui est jointe comme pièce «F» à l'affidavit de [*nom*] fait le [*date*] et déposé. Le conseil d'aménagement du canton de ... a examiné la proposition à sa réunion en date du [*date*]. Ses conclusions sont énumérées dans la lettre datée du [*date*] que le secrétaire-trésorier du conseil d'aménagement a envoyée à [*nom*] et qui est jointe comme pièce «D». Le comité de l'administration générale a examiné ce dernier rapport à sa réunion du [*date*] et le [*date*], dans une lettre de l'inspecteur des bâtiments, laquelle est jointe comme pièce «G» à l'affidavit de [*nom*] fait le [*date*] et déposé, la requérante a été avisée qu'elle ne pouvait obtenir un permis de construire relativement à l'immeuble à appartements tel qu'il était projetée.

8. Vers le [*date*], [*dénomination sociale*] Limitée a déposé à mon bureau une demande formelle de permis de construire en vue de la construction d'immeubles à appartements sur la propriété visée; elle a alors versé des droits de ... $ relativement à sa demande. La requérante a également déposé un croquis sans toutefois fournir tous les éléments d'information dont j'avais besoin pour m'occuper de sa demande. Par la suite, un représentant de la requérante s'est présenté à mon bureau pour reprendre le croquis. La demande datée du [*date*] sollicitant l'autorisation de construire [*nombre*] suites dans des tours de sept étages chacune.

9. Le [*date*], à [*heure*], la requérante m'a remis des plans nouveaux et complètement différents qui prévoyaient [*nombre*] suites réparties dans quatre immeubles de sept étages. Les plans ne fournissaient pas toute l'information dont j'avais besoin pour leur étude et la formulation de recommandations. En outre, ils n'étaient pas conformes aux articles [*numéro*] et [*numéro*] du règlement [*numéro*] : des données insuffisantes étaient fournies pour situer certaines élévations, certains niveaux et une certaine coupe relativement à une ligne fixe, la rue publique sur laquelle les immeubles à appartements projetés seraient situés.

10. L'article [*numéro*] du règlement [*numéro*] dispose notamment que je ne peux, en ma qualité d'inspecteur des bâtiments, délivrer de permis de construire en vue de la construction d'un immeuble à appartements :

à moins que les plans et devis aient été présentés au conseil puis approuvés par celui-ci après la présentation d'un rapport sur la question par l'inspecteur des bâtiments et le chef du service des incendies.

Il m'a été impossible de me conformer aux dispositions susmentionnées parce qu'on m'a remis les plans vers [*heure*], le [*date*], et que l'avis de requête en révision judiciaire a été signifié le même jour, le [*date*], vers [*heure*].

11. Le [*date*], le conseil du canton de ... a adopté le règlement [*numéro*], qui a modifié le règlement [*numéro*] en prescrivant que les biens-fonds situés des deux côtés de la rue ..., et qui font partie du bien visé, ne doivent servir qu'à la construction de maisons d'habitation individuelles privées et de maisons d'habitation jumelées privées pourvues ou non d'un garage privé. Une demande d'approbation de ce règlement a été présentée à la Commission des affaires municipales et celle-ci a fixé l'audition de cette requête au [*jour*], [*date*] à [*heure*]. Une copie du règlement en question est jointe comme pièce «E».

12. Le [*date*], le conseil du canton de ... a adopté le règlement [*numéro*], qui posait certaines restrictions en ce qui concernait les biens-fonds attenants à la partie du côté nord de la rue ... se prolongeant à l'est à partir d'un point situé à ... mètres à l'est de la limite est de la rue ... à l'est de la limite ouest de l'avenue ...; l'utilisation de leur terrain et la construction ainsi que l'utilisation de bâtiments et d'ouvrages sur ceux-ci ne pouvait avoir d'autres fins que certaines fins précises et devait être conforme à certains règlements. Une copie du règlement [*numéro*] est jointe comme pièce «F».

DÉCLARÉ SOUS SERMENT, etc.